

employer nos hommes au Canada—ni plus ni moins. Personne ne devrait demander moins.

Je me rends compte des problèmes qu'ont à résoudre nos amis de l'Est et ceux de l'Ouest. La majorité des gens bien pensants et principalement, je dois l'ajouter, du parti conservateur consentiront à des concessions réciproques afin de tâcher de trouver une solution aux difficultés de l'heure présente d'éviter les récifs et les bas-fonds et de diriger ce navire de l'Etat, non pas constitué comme maintenant, mais comme il le sera bientôt, nous l'espérons, sûrement vers le progrès national et la prospérité.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures).

Reprise de la séance

M. EVANS: La discussion du budget a roulé en grande partie sur le commerce du pays et c'est de ce point de vue que je désire y prendre part ce soir. Des nouvelles nous arrivent de différentes parties du pays d'un mouvement sans parallèle dans notre histoire, composé d'hommes et de femmes qui ont passé des années à fonder un foyer et à élever une famille et d'une extrémité du Dominion nous parvient la nouvelle qu'une partie du peuple, en vérité très petite, parle de sécession. Nous pouvons bien nous demander en ce moment ce qu'il y a dans le gouvernement du pays qui ne convient pas aux travailleurs du pays et s'il y a quelque moyen de remédier à la situation? Or, toutes mauvaises qu'aient été les conditions, l'an dernier, pour l'agriculture du Canada, le Gouvernement a jugé bon d'augmenter les dépenses pour l'année prochaine et de reprendre l'ancien moyen, adopté il y a longtemps, de priver les consommateurs du pays de la dernière bribe de liberté qui lui reste. Malgré tout ce qu'a dit le premier ministre cet après-midi, le fait reste que le pays a regardé le parti libéral comme le parti du libre-échange.

Le budget établit d'une façon concluante un autre fait, c'est que le parti libéral n'est pas un parti de libre-échange, qu'il a abandonné le principe qui le distinguait comme un parti libre-échangiste, qu'il est maintenant au même rang que le parti dont les fondateurs ont établi la politique nationale et qu'on ne doit pas attendre désormais du parti libéral au point de vue du libre-échange plus que du parti qui a établi la protection. Le premier ministre dit que le budget n'est pas protectionniste. Je me demande si on peut l'appeler un budget libre-échangiste. Il veut dire, sans doute, que c'est un budget de stabilité. Mais contient-il quelque chose qui donne au

public l'espoir de quelque allègement du fardeau des taxes que le tarif lui impose. Il dit que les économistes doivent conformer leur attitude à l'état de choses qui existe. Qui sont les économistes? Depuis 1897, je n'ai pas connu un économiste. Je n'ai pas connu dans un de nos collèges ou une de nos universités un professeur d'économie qui se soit présenté avec des traités sur ce sujet de façon à guider le public. Il me semble que depuis ce temps les économistes ont gardé le silence et pour une certaine raison. Une théorie, dit-il, est différente de la pratique. Nous ne devons pas effrayer le capital.

Qu'est-ce que le capital? N'est-ce que l'argent disponible qui cherche un placement? N'est-ce que l'argent du manufacturier placé dans une industrie manufacturière? Qu'est-ce que le capital?

Je demande franchement à la Chambre si le travail des pionniers qui ont consacré vingt ans de leur vie à édifier un foyer dans les régions de colonisation et qui se voient privés du produit de leurs labeurs par suite d'un état de choses injuste, je lui demande si ces vingt années de travail ne représentent pas un capital réel? Le premier ministre déclare qu'il ne s'oppose pas à la théorie que nous soutenons, mais aux méthodes auxquelles nous avons recours afin d'atteindre le but que nous visons. Mon très honorable ami énumère des grands hommes d'Etat que l'Angleterre a produits au cours du dernier siècle et dont les noms sont inscrits dans les fastes de l'histoire, et il se demande si ces hommes ont adopté les mêmes méthodes que nous, s'ils se sont séparés de leur parti? Je ne suis pas au fait de l'histoire de tous ces grands politiques; je sais toutefois que l'un d'eux, John Bright a abandonné son parti. Il quitta les rangs de son parti pour fonder la "Anti Corn League" et il était disposé à coopérer avec n'importe qui afin de faire abolir les droits sur les articles de première nécessité.

Le ministre des Finances (M. Fielding) affirme que ce dont le monde a le plus besoin actuellement, c'est d'assurer la stabilité des industries, mais en parlant d'industrie mon honorable ami a oublié de mentionner une seule fois celle de l'agriculture. Est-ce que l'industrie agricole du Canada n'a pas besoin d'être établie sur des bases stables? Mais, s'il est une industrie qui doit être stable à cette heure au pays, c'est bien l'agriculture, cette industrie fondamentale de laquelle dépend la prospérité de toutes les autres. Le premier ministre affirme que nous devons tenir compte de ce qui se passe aux Etats-Unis. C'est là une rengaine protectionniste d'un âge respectable mais qui ne vaut rien du tout. Le ministre des Finances déclare qu'il faut faire savoir